

Projet : Renforcer la gouvernance des zones frontalières pour consolider la cohésion sociale et prévenir les conflits



RAPPORT DE MISSION DE CADRAGE DANS LE BOUNKANI ET LE TCHOLOGO DU 15 AU 25 FEVRIER 2022

I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

La Côte d'Ivoire et le Burkina Faso partagent 620 km de frontières et des liens culturels, ethniques et économiques profonds. Les localités frontalières des deux pays - les régions des Cascades et du Sud-Ouest au Burkina Faso et celles du Bounkani et du Tchologo en Côte d'Ivoire – présentent des défis identiques de facteurs de conflit : **déficits de gouvernance des zones frontalières – gestion des ressources naturelles partagées – gestion des conflits fonciers – faible maillage étatique dans les zones frontalières entre les deux pays – méfiance latente entre les forces de sécurité (FDS) et les populations – cohésion sociale fragilisée par un accès inéquitable à des services sociaux de base.**

Ces défis exposent ces régions frontalières à l'influence et l'impact de la crise sécuritaire au Sahel avec la menace de la part des groupes armés non étatiques, dont le mode opératoire consiste à davantage fragiliser les représentations de la présence de l'État dans des zones reculées (attaques contre les postes de police, gendarmeries, forces de défenses etc.).

L'augmentation exponentielle des attaques par ces groupes dans les régions des Cascades et le Sud-Ouest du côté Burkinabé et les régions du Bounkani et du Tchologo côté ivoirien, risque de déstabiliser un tissu social fragilisé par des tensions intercommunautaires sous-jacentes liées à des problématiques de répartition et d'accès équitable à des ressources naturelles. Ces tensions peuvent être exacerbées et exploitées par les groupes armés non étatiques. Par ailleurs, les enfants et les jeunes sont particulièrement vulnérables, étant les cibles de recrutement par ces groupes, usant de diverses méthodes pour inciter ou contraindre les jeunes à regagner leur rang.

L'ensemble des défis et facteurs de conflits mentionnés ci-dessus, met en évidence la nécessité du renforcement du cadre institutionnel et opérationnel de gestion des zones frontalières face aux enjeux sécuritaires.

Pour matérialiser la volonté des Nations Unies d'accompagner la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso dans leurs efforts de lutte contre l'avancée des groupes armés du sahel à leurs frontières, le Ministre de l'Intérieur et de la Sécurité de Côte d'Ivoire, M. Vagondo Diomandé et le Coordonnateur Résident des activités opérationnelles du Système des Nations Unies en Côte d'Ivoire, M. Philippe Poinot, ont procédé le 2 décembre 2021 à Abidjan, à la signature d'un programme transfrontalier pour le renforcement de la sécurité et de la cohésion sociale entre la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso.

Ce programme dénommé « **Renforcer la gouvernance des zones frontalières pour consolider la cohésion sociale et prévenir les conflits** », financé par le Fonds pour la Consolidation de la paix des Nations Unies (PBF), vise à réduire la vulnérabilité des populations des zones frontalières entre le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire face aux dynamiques évolutives de conflit en lien avec la crise au Sahel, en renforçant la cohésion sociale, la sécurité et la résilience des populations. Il sera mis en œuvre conjointement par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF).

Ce programme participe à l'atteinte des résultats stratégiques (4, 5 et 6) du PND 2021-2025 du Gouvernement :

- Renforcement de l'inclusion, de la solidarité nationale et de l'action sociale
- Développement régional équilibré, préservation de l'environnement et lutte contre le changement climatique.

- Renforcement de la gouvernance, modernisation de l'Etat et transformation culturelle

Le programme contribue aussi aux résultats suivants du CCDD¹ :

- *D'ici à 2025, les systèmes de gouvernance sont plus inclusifs, redevables, efficaces et disposent de données de qualité et les populations vivent dans un environnement où l'état de droit, les droits du travail, l'égalité des sexes, la paix et la sécurité sont respectés et effectifs.*
- *D'ici à 2025, les populations en particulier les plus vulnérables accèdent de façon équitable à un socle minimum de protection sociale et utilisent des services de santé (maternelle, néo-natale et infantile, santé de la reproduction, VIH/Sida, de lutte contre les maladies non transmissibles), de nutrition, de protection (travail des enfants, violences), d'eau, d'hygiène et d'assainissement, de qualité y compris dans les situations d'urgence.*

Pour faciliter une meilleure compréhension du programme, avoir une bonne adhésion des acteurs locaux et une mise à jour des indicateurs de référence, les Agences de mise en œuvre ont organisé du 15 au 25 février 2022, une mission de cadrage et d'information dans les zones du projet en Côte d'Ivoire.

Cette mission avait pour objectif de collecter les informations pour l'actualisation de l'analyse situationnelle des zones du projet (Régions Bounkani et Tchologo), la mise à jour des indicateurs, l'identification des villages miroirs à ceux du Burkina Faso, l'évaluation des besoins des postes frontaliers, la finalisation des documents de projet de mise en œuvre et la sensibilisation des autorités régionales et locales sur le projet PBF.

Le présent rapport rend compte des constats faits et des informations collectées durant cette mission.

II. METHODOLOGIE

- Echanges avec les acteurs impliqués dans la mise en œuvre des interventions (autorités administratives, locales, traditionnelles, religieux, FDS, services techniques, etc..)
- Rencontres et observations des communautés des zones ciblées par le projet
- Visites de sites

¹ Cadre de Coopération des Nations Unies pour le Développement Durable

III. PRINCIPAUX RESULTATS

ÉTAPE DU BOUNKANI : 14 AU 20 FÉVRIER 2022

Participants :

UNICEF : Theodore Kouakou Sui, Clémence Akonguhi, Yedmel Esso

PNUD : Peyogori Ouattara, Pascal Melindji, Ibrahim Coulibaly

Indicateurs de référence/ objectifs	Résultats obtenus
<p>Informer et sensibiliser les autorités administratives (régionales, départementales, locales) et les autres parties prenantes sur les différents contours du projet.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Rencontres d'échanges avec les autorités Préfectorales, Conseil Régional, Mairies, OSC, Directions Régionales, FDS de Bouna, Doropo et Téhini • Visites du village frontalier de KOGUIENOU et poste frontalier (Doropo) et KOUEBONOU (Téhini)
COHESION SOCIALE	
<p>La perception de la population sur la situation sécuritaire : Moyenne</p> <p>La perception étant moyenne, alors l'actualisation de l'indicateur ci-dessous est faite :</p> <p>Indicateur 1a: Niveau de perception des populations sur la sécurité et la sureté (H/F et par tranche d'âge).</p> <p>Niveau de référence: moyenne</p> <p>Cible: Bonne</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. La perception de la population sur la situation sécuritaire est Moyenne. 2. Selon l'étude diagnostic réalisée par le CIRES (Centre Ivoirien de recherches économiques et sociales) de septembre 2021 à janvier 2022 pour le Système des Nations Unies en Côte d'Ivoire, seulement 46% de la population est satisfaite des services de FDS. D'abord, officiellement fermée en raison de l'augmentation des nouveaux cas de Covid-19 afin de briser la chaîne de contamination, la frontière entre la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso reste difficile à surveiller sur sa totalité du fait de sa porosité, exploitée par des voyageurs de toutes catégories qui continuent de braver les mesures, un an après l'avènement de la pandémie. 3. La fermeture des frontières terrestres demeure, aux désarrois des personnes aux moyens limités, une situation qui a favorisé le développement des voyages clandestins. Ainsi, de nombreux voyageurs traversent à moto la frontière par de petites pistes. Selon des voyageurs clandestins, des passeurs empruntent les pistes en brousse à des heures tardives en dépit des risques que cela comporte. Pour certaines populations, ce sont ces mêmes pistes empruntées par les passeurs que les terroristes utilisent pour faire des incursions en Côte d'Ivoire. C'est le cas des attaques à Tougbo, dans le département de Téhini (CIRES 2022). 4. A cause de la porosité des frontières avec le voisin burkinabé, la région du Bounkani est marquée par un important brassage religieux et communautaire, et plus que jamais, en proie au terrorisme, faisant ainsi craindre une incursion armée ou idéologique d'organisations djihadistes (CIRES 2022). 5. L'existence des tensions intercommunautaires, des récriminations plus ou moins fortes selon les localités entre les autochtones (« Lobi », « Koulango »,) d'un côté et de l'autre, les agriculteurs et éleveurs relève de l'idéologie ethniciste et de la manipulation politique. Cela contribue à un communautarisme assez marqué dans les villes de la région (quartier Koulango, quartier Lobi etc.) (CIRES 2022). 6. Globalement, tous s'accordent sur le rôle néfaste que peuvent jouer principalement la menace terroriste qui plane actuellement sur la région du

	<p>Boukani (CIRES 2022).</p> <ol style="list-style-type: none"> 7. Également, selon l'étude réalisée par l'ONG Equal Access International (EAI) dans le Nord, seulement 60,4% de la population soutient que les FDS peuvent assurer leur sécurité. Toutefois, dans les deux régions se trouve un Comité de Veille de cohésion sociale et l'existence de la cellule Civilo-militaire (CCM). Dans chaque village, il existe un comité local de cohésion sociale qui veille à la promotion et au maintien de cette cohésion. 8. Un comité local de cohésion sociale existe au niveau du Conseil régional de Bouna. Celui-ci travaille de concert avec les comités locaux de chaque village. Leur travail est apprécié des habitants de la région. Des comités d'autodéfense structurés quoique informels pour bon nombre d'entre eux (EAI). 9. Il existe aussi un groupe de chasseurs traditionnels communément appelé Dozo dans la communauté Lobi pour assurer la sécurité communautaire. La résolution de conflits passe par l'intervention des chefs religieux et des chefs de communautés notamment le chef Lobi & Koulango qui ont une grande influence sur leur communauté respective (EAI).
<p>Le niveau de confiance entre les FDS et les populations : Moyen</p> <p>Indicateur 1b : Niveau de confiance entre les FDS et les communautés</p> <p>Niveau de référence : 23,83%</p> <p>Cible : 85%</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Les entretiens et visites réalisés par l'équipe ont révélé les constats suivants : <ul style="list-style-type: none"> ✓ Corruption de ces forces ✓ Manque de courtoisie vis-à-vis des populations ✓ Rackets et Extorsion de fonds aux populations ✓ Manque de documents administratifs relatifs aux engins pour les populations 2. Selon le CIRES, 76,17 % des membres de la communauté n'ont pas confiance aux Forces de défense et de sécurité à cause des situations d'extorsion d'argent commises par les FDS sur les populations. C'est donc seulement 23,83 % qui ont confiance aux FDS. 3. En effet, l'enquête de terrain menée par l'équipe de consultants dans la région du Bounkani, précisément dans la localité de Tehini, l'une des zones les plus menacées par les groupes armés non étatiques (GANE), est sans équivoque. Il relève une forme de « défiance » des populations locales vis-à-vis des forces de sécurité. Sur les nombreuses pistes frontalières comme à certains points stratégiques, dans la région du Bounkani, les forces de l'ordre profitent aussi de leur position pour établir des barrages permettant des formes de prédation : « Sous couvert de lutter contre l'insécurité, des postes d'observation de fortune et occasionnels bourgeonnent au bord des routes qui desservent les chefs-lieux de département ; leur nombre augmente curieusement les jours de marché. Cette pratique d'escroquerie des forces de l'ordre contribue à rendre davantage difficile leur relation avec la population (CIRES 2022). 4. Le problème est que les abus des forces publiques peuvent être exploités par les GANE pour endoctriner la population et les orpailleurs. Par exemple, de l'avis des informateurs clés, ils promettent aux orpailleurs la liberté d'exercice de leur activité. Ils le disent en ces termes : « si nous arrivons, vous aller facilement exploiter l'or dans le parc sans stress » ; « quand ils arrivent, ils disent qu'ils sont contre le racket des FDS » (CIRES 2022).
<p>Perception des FDS des relations avec la communauté : Moyen</p>	<p>Selon les FDS, elles estiment que les populations civiles entretiennent de bonnes relations sociales avec elles mais ne partagent pas suffisamment les informations d'ordre sécuritaires ou ne dénoncent pas régulièrement les personnes indécrites</p>

	(djihadistes, vendeurs de drogues, trafiquants etc..)
<p>Le niveau de confiance entre les communautés :</p> <p>Moyen</p>	<p>1. Au niveau de la confiance entre les communautés, les constats de l'équipe de missions sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Méfiance vis-à-vis de la communauté peuhle +++ • Forte proportion de communautés étrangères dans les sites d'orpaillage clandestin • Fermeture des frontières avec amplification des points d'entrée illégaux et insécurité • Difficultés économiques (commerce) par la fermeture des frontières <p>2. Selon le CIRES, Une inquiétude communautaire de plus en plus forte est perceptible face à la menace grandissante du phénomène djihadiste :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ L'infiltration des aires protégées, par les orpailleurs clandestins couplé d'un consensus communautaire (98,67% des interviewés) sur le fait que le parc de Comoé est infiltré des personnes suspectes autres que les orpailleurs ; ✓ La présence de nombreux réfugiés burkinabé dans la s/p de Tougbo qui ont fui les attaques terroristes dans leur pays. Cette situation engendre une pression sur l'espace villageois et les infrastructures socio-économiques de base déjà en nombre insuffisant et augmente la méfiance intercommunautaire ; ✓ L'émergence d'une double crise de confiance (entre les populations elles-mêmes et entre les FDS et les populations) ; ✓ La persistance de stratégies intercommunautaires de récupération de l'autochtonie. En effet, La question foncière, l'émergence de l'idéologie ethniciste (entre les Lobi & les Koulango) et la manipulation politique font du Bounkani un terrain propice aux conflits intercommunautaires. Cette perception est renforcée par la menace grandissante du terrorisme, le chômage élevé chez les jeunes, la récurrence des conflits éleveurs/ agriculteurs, la persistance de la méfiance et du désir de vengeance. ✓ Le contournement de la frontière artificielle par l'entremise des passeurs (jeunes vulnérables) qui exploitent les pistes illégales. ✓ Dans le Tchologo, précisément dans les départements de Ferké et de Ouangolo, la distanciation des idéologies politiques entre l'ancien président de l'Assemblée nationale, fils de la région et le pouvoir actuel reste un facteur important de risque sécuritaire. C'est un contexte relativement volatile en raison de la persistance de méfiance intercommunautaire. En effet, l'appartenance communautaire est très liée aux idéaux politiques plus prononcé dans le département de Ferké. L'étude a fait le constat d'une influence encore forte de l'ex-président de l'Assemblée nationale dans la conscience collective des autochtones notamment chez les jeunes à Ferké aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain. ✓ L'explication du désespoir ou de la crise de confiance entre population et FDS ainsi provoqué se trouve dans l'alimentation de la flamme politique qui oppose l'ex-président de l'Assemblée nationale et le pouvoir d'Etat avec pour corollaire un risque sécuritaire. « Le Tchologo est une couveuse, chacun a pour lui dans son cœur, les tensions sont vives, nous ne pouvons pas laisser notre fils.....si les djihadistes arrivent ici, je serai le premier à me faire enrôler. L'Etat ne pense pas à nous ».

	<p>✓ La crise de l'idéologie politique à l'œuvre dans la région est alimentée par la suspicion, la méfiance, le sentiment de victimisation et de vengeance du fait notamment de la crise entre le pouvoir et l'ex-président de l'Assemblée Nationale. Comme indiqué par un jeune autochtone : « Ce qui est sûr, nous, on attend l'épisode n°2 du film, un jour le pouvoir va revenir à notre fils, alors on verra ». Ce constat est fait généralement par toutes les couches sociodémographiques rencontrées au cours de l'étude (autorités politiques, administratives, communautés, jeunes, femmes). Du coup, dans le département de Ferké, l'on assiste à une défense prononcée de l'idéologie et avantages liés à l'autochtonie face aux allogènes des pays limitrophes (Burkina, Mali) et une prolifération des « grins de thé » comme des espaces de libres échanges entre les personnes ayant les mêmes convictions politiques.</p>	
<p>Le niveau de confiance au sein des FDS : Bon</p>	<p>La confiance entre les frères d'armes semble bonne. Ils partagent le même espace au postes frontières avec des checks point par corps de métiers le long des routes. Cependant, certaines forces estiment que leurs missions sont mal comprises par les autres frères d'armes. Ceci donne parfois le sentiment que les FDS sont obligées de s'accepter mutuellement parce qu'elles n'ont pas le choix que de travailler ensemble.</p>	
<p>Risques et facteurs courants d'insécurité/conflict dans la zone :</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Braquage, 2. Enlèvements, 3. Attaques terroristes 	
<p>Types de conflit récurrent dans la zone :</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Conflit intercommunautaire 2. Conflit Éleveur-Agriculteur 3. Conflit foncier 	
<p>OSC ET CADRES DIALOGUE EXISTANTS</p>	<p>Les organisations de la société civile existantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. ONG Flamboyant 2. ONG Notre Grenier 3. ASMA 4. BEREKA 5. Caritas <p>Les cadres de dialogue existant :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Cellule Civilo Militaire 2. Comite Consultatif d'Ethique (CCE) 3. Comités départementaux de sécurité (CDS) 4. Comité de Paix 5. PAMO-BARMO 6. Plateforme de la société civile 7. Comité National de la Jeunesse de Cote d'Ivoire (CNJCI) 8. Jeunesse communale 9. Associations et groupements de Femmes 10. Plateforme protection (protection de l'enfant et VBG) 	
<p>Domaine d'intervention des ONGs</p>	<p>ONG Flamboyant</p>	<p>Domaine d'activité Éducation</p>

<p>Les ONG dans les deux régions jouissent d'une bonne connaissance de la zone mais ne disposent pas de politique et d'outils de bonne gouvernance comme : manuel de procédure, logiciel de gestion comptable, etc. Cependant, au regard du contexte sécuritaire et de la nécessité d'une bonne maîtrise du contexte sociologique et axes routiers, il s'avère nécessaire de capitaliser sur ces ONGs tout en renforçant leurs capacités techniques dans la gestion et la bonne gouvernance des projets.</p>		<p>Santé Cohésion Sociale Mise en place de comités de paix</p>
	Notre Grenier	<p>Santé Éducation Développement social Environnement</p>
	ASMA	<p>Cohésion sociale Environnement Sécurité Enregistrement des naissances</p>
	BERAKA	
	Caritas	<p>WASH Cohésion sociale</p>
	Etoile du Bounkani	<p>Cohésion sociale Environnement Sécurité Enregistrement des naissances</p>
INFRASTRUCTURES ET SERVICES SOCIAUX DE BASE		
Écoles	Kouebonou : Présence d'école primaire	
Santé	<p>Villages visités Kouebonou : Présence de centre de santé avec une faible fréquentation, Koguienou : Centre de santé rural construit mais non fonctionnel avec des besoins en ressources humaines et en Équipement;</p>	
WASH	<p>Kouebonou : Existence d'une pompe a motricité humaine (PMH) pour la communauté, Absence de point d'eau a l'école et au centre de santé, Absence de DLM dans la communauté, Faible couverture en latrine pour la communauté, Absence de latrine pour patient au centre de santé, Insuffisance de latrine à l'école pour les élèves</p> <p>Koguienou : Existence d'une PMH pour la communauté Existence de 2 autres pompes au poste frontière : non fonctionnel du fait de l'absence d'électricité Renforcement de l'adduction en eau potable,</p>	
Adolescents et jeunes :	<ul style="list-style-type: none"> • Faible engagement et participation des adolescents et des jeunes • Insuffisance d'infrastructures de formation professionnelle et employabilité des adolescents et des jeunes • Instrumentalisation de la jeunesse à des fins politiques 	

	<ul style="list-style-type: none"> • Abandon de scolarité et des métiers au profit de l’orpaillage clandestin • Inexistence de centres de formation professionnelle (un centre en cours de construction) • Faible autorité parentale entraînant l’abandon de l’école au profit de l’orpaillage clandestin: • Abandon de scolarité et des métiers au profit de l’orpaillage clandestin
<p>Protection</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Difficultés d’accès des enfants aux documents d’identités (les parents eux-mêmes n’en ont pas) • Mécanisme d’enregistrement des naissances fonctionnel (tous les acteurs ont leur capacité renforcée, néanmoins nous notons un Faible enregistrement des naissances lié aux accouchements à domicile et à la faible couverture en centres de santé • Faible nombre de famille d’accueil • Absence de centres d’accueil • Insuffisance de personnels pour la prise en charge des enfants en situation d’urgence • Existence de cas de traite et exploitation des enfants • Insuffisance du nombre de familles d’accueil pour les enfants en difficultés • Prévalence des cas de violence basées sur le genre • Le Déni de paternité ; • Le Mariage précoce, • L’excision et les grossesses précoces • Absence d’ONG spécialisées en lutte contre les violences faites aux enfants • Persistance du phénomène des « enfants Talibés » • Utilisation des enfants sur les sites d’orpaillage/travail des enfants • Un seul centre social au sein d’un complexe pour toute la région • Insuffisance de travailleurs sociaux • Forte pesanteurs culturelles (les femmes préfèrent accoucher à domicile) limitant la déclaration des naissances <p>Recommandations</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Appuyer le plaidoyer pour la mise en place des centres sociaux de Tehini, Doropo et Bouna 2. Renforcer les capacités des acteurs de la plateforme en protection de l’enfant et surtout en prise en charge des enfants en situation d’urgence 3. Redynamiser les comités de Protection ; 4. Renforcer les mécanismes communautaires de protection des enfants 5. Renforcer les travailleurs sociaux en nombre, en matériels surtout roulants et en capacité 6. Renforcer les synergies d’action pour la protection de l’enfant 7. Mettre en place des programmes d’éducation parentale pour outiller les parents dans l’encadrement des enfants <p>Renforcer les capacités des femmes et des jeunes afin de les amener à être des acteurs de lutte contre les violences faites aux enfants</p>
<p>Besoins du poste frontalier : KOGUIENOU</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Matériel de bureau 2. Matériel informatique

	3. Matériel sécuritaire: Détecteurs de métaux, reconnaissance faciale, 4. Équipements de communication (réseau téléphonique), 5. Électricité			
Villages miroirs Cote d'Ivoire/ Burkina	Indicateurs	Départements ivoiriens	Villages Ivoiriens	Village Burkina
	Identifier les villages ivoiriens miroirs à ceux du Burkina	Bouna	Vargbo	
		Doropo	KOGUIENOU	GODANA
			Sagba s/p Danoa	Gongonka
			Lonkoura s/p Danoa	
			s/p de Kalamon	Bouskoula
			Timbela (accès identité) s/p Danoa	Guintala
			Pedjo s/p Danoa	Loukala
			Téhini	Bolé
		Tougbo		Djarakorosso Gbontiesso
		Moromoro		Gbontiesso
		Kanabave (17km)		Gbontiesso
		Govitan (7 km)		Elintira

ÉTAPE DU TCHOLOGO : 21 AU 25 FÉVRIER 2022

Participants :

UNICEF : Sophie Leonard, Guy Richard Niamien, Vanou Rasoamanana, Sandrine Ndoly Kraidy, Ives N'GUETTIA, Theodore Kouakou Sui, Clémence Akonguhi, Yedmel Esso

PNUD : Jonas M'Fouatie, Ouattara Peyogori, Pascal Melindji, Ibrahim Coulibaly

Indicateurs de référence/ objectifs	Résultats obtenus
Informer et sensibiliser les autorités administrative (régionales, départementales, locales) et les autres parties prenantes sur le projet.	<p>Ferké: Rencontre des autorités administratives: Préfet de région, les OSC, le Conseil Régional, Directeurs régionaux, U-Reporters</p> <p>Diawala: Maire résident, OSC, guides religieux, chefs de services, groupement des femmes, jeunes.</p> <p>Kong : autorités Préfectorales, FDS, Mairie, Conseil Régional, société civile, Directeurs et chefs de services, Organisations de jeunesse</p> <p>Ouangolo: Sous-Préfet central, DD Jeunesse, Emploi jeune, Guides religieux, Jeunesse départementale, régional, chef du village, président CCM, CCE, OSC, FDS</p>
COHESION SOCIALE	
La perception de la population sur la situation sécuritaire : Moyenne	<p>Forces : Présence rassurante du détachement militaire</p> <p>Défis :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Nombreux braquages ✓ Actes de vandalisme ✓ Agressions sexuelles ✓ Attaques des domiciles avec fracas des portes, ✓ Enlèvements des jeunes filles de moins de 15 ans pour mariage forcé ✓ Recours aux Dozos (armée locale traditionnelle) pour la sécurité ✓ Insuffisance de moyens de défense et de sécurité
Le niveau de confiance entre les FDS et les populations : Moyen	<p>Forces : Pas défini</p> <p>Défis :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Humiliation des populations lors des contrôles au barrage (accentuée aux postes frontières) ✓ Corruption ✓ Tracasseries routières ✓ Manque de courtoisie, dureté et rudesse dans la communication ✓ Extorsion de fonds aux populations / Racket ✓ Manque de documents administratifs relatifs aux engins roulants
Perception des FDS des relations avec la communauté : Bonne	<p>Forces: Les FDS estiment avoir un bon niveau de collaboration avec la population</p>
Le niveau de confiance entre les communautés : Moyen	<p>Forces:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Existence de mécanismes de règlement des conflits 2. Pas de conflit évident relevé lors des entretiens

	<p>Défis :</p> <ol style="list-style-type: none"> 3. Conflits fonciers : entre villages voisins/vente de terre/conflit foncier: Diawala et Niellé/ entre Navigué et Kawara/entre Ouangolo et Batika 4. Conflits avec la communauté peuhle (absente à toutes les rencontres) 5. Conflit agriculteurs et éleveurs 6. Défis avec les communautés étrangères
<p>Le niveau confiance au sein des FDS :</p> <p>Bon</p>	<p>Forces : Bonne entente au sein des FDS</p> <p>Défis :</p>
<p>Risques et facteurs courants d'insécurité/conflit dans la zone :</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Nombreux braquages/ Coupeurs de route 2. Phénomène de Drogue parmi les jeunes 3. Viol / Agression sexuelle 4. Agression (vol, viol) des passagers des motos-bus lors du contournement des postes frontière 5. Vols à domicile / Actes de vandalisme 6. Les enlèvements pour mariage forcé (culturel) 7. Orpaillage clandestin 8. Menace des groupes armés non Étatique (GANE) 9. Frontières poreuses 10. Arrivée massive des populations du Mali et du BF
<p>Types de conflit récurrent dans la zone :</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Conflit lié au découpage administratif 2. Conflit politique 3. Conflit Éleveur-Agriculteur 4. Conflit foncier 5. Conflit lié aux agressions sexuelles
<p>OSC ET CADRES DIALOGUE EXISTANTS</p>	<p>1. Les organisations de la société civile existantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Tous pour Ouangolodougou ✓ Ivoire Grenier <p>2. Les cadres de dialogue existant :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Comité de Paix/Comité de gestion des litiges fonciers (CGCF) ✓ Les plateformes de protection ✓ Les GVC : Groupement a vocation Coopérative ✓ Cellule Civilo-Militaire (CCM) ✓ Comité consultatif d'Ethique (CCE) ✓ Comité de veille et de suivi de la cohésion sociale ✓ Chefferie traditionnelle et religieuse
<p>INFRASTRUCTURES ET SERVICES SOCIAUX DE BASE</p>	
<p>Écoles</p>	<p>Forces :</p> <p>Amélioration du taux de scolarisation (récent)</p> <p>Défis :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nombre insuffisant d'écoles

	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre pléthorique d'élèves • Nombre insuffisant d'enseignants • Violence en milieu scolaire • Grossesse en milieu scolaire+++ • Pas d'infrastructure d'accueil des élèves • Couverture insuffisante en collège de proximité • Taux élevé d'analphabétisme chez les 15-24 ans
Santé	<p>Défis :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Absence de salle d'hospitalisation 2. Insuffisance d'équipement 3. Infrastructures sanitaires insuffisantes 4. Faible couverture en SSSU-SAJ 5. Faible fréquentation des centres de santé (coût élevé des prestations)
WASH	<p>Défis :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Insuffisance d'infrastructures d'eau 2. Insuffisance de points de retenue d'eau pour l'élevage et l'agriculture 3. Insalubrité 4. Pratique de la défécation à l'air libre (DAL) 5. Faible pratique du lavage des mains 6. Faible présence de dispositif de lavage des mains fonctionnels
Adolescents et jeunes :	<p>Forces :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Existence d'organisations de femmes 2. Existence d'organisation de jeunes <p>Défis :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Non implication de la jeunesse dans les instances de prise de décision 2. Absence de foyer des jeunes 3. Absence de centre de formation 4. Faible niveau d'éducation formelle des 15-24 ans 5. Participation des jeunes au conseil municipal mais pas de voix pour la jeunesse 6. Faible coordination entre les organisations de jeunesse 7. Forte présence dans les secteurs informels d'activités
Protection	<p>Forces :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1- Existence de plateforme intégrée de protection de l'enfant 2- Existence de groupements/ associations de femmes 3- Existence d'association de jeunes pouvant être capacités sur la protection de l'enfant <p>Défis :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Faible couverture en infrastructures de protection sociale 2. Nombre de travailleurs sociaux insuffisants 3. Une seule salle affectée au centre social au sein de la mairie/un contrat de bail est en cours

	<ol style="list-style-type: none"> 4. Insuffisance du personnel des centres sociaux: 5. Existence de cas de viol 6. Existence de grossesses précoces 7. Existence de cas de mariages forcés 8. Existence d'enfants bouviers 9. Existence d'enfants talibés 10. Implication des enfants dans l'orpaillage clandestin 11. Règlement à l'amiable des cas de viol/ VBG avec interférence des leaders communautaires et politiques 12. Réticence à la déclaration des naissances 13. Faible collaboration entre les FDS et les agents des centres sociaux 14. Prolifération des débits de boissons et de drogue
<p>Poste frontalier : Koguienou</p>	<p>Besoins :</p> <ul style="list-style-type: none"> Kit relais amplificateur réseau GSM Ordinateurs portables Imprimantes multifonctions Torches lampes longues portées avec piles rechargeables Menotte double sécurité Cahier registre grand format Multiprise 5 trous Mégaphone Dotation en chaise Meubles de rangement Sceau de lavage des mains
<p>Poste frontalier : Laleraba</p>	<p>Besoins :</p> <ul style="list-style-type: none"> Meubles métalliques avec casier Meubles servant de vestiaires Équipements de scanning pour la reconnaissance de faux documents (ex : passeport, CNI etc...) Installation compteur électricité Seaux de lavage des mains doivent être renouveler Dotation en chaises Améliorer l'accès à l'eau Renforcement des capacités sur les VBG, traites des enfants Torches lampes longues portées avec piles rechargeables Menotte double sécurité Cahier de registre grand format Multiprise 5 trous Mégaphones Ordinateurs portables Imprimantes multi fonctions

Villages miroirs Cote d'Ivoire/ Burkina	Indicateurs	Départements ou S/P ivoiriens	Villages Ivoiriens	Village Burkina
	Identifier les villages ivoiriens miroirs à ceux du Burkina	s/p Diawala	Somabada	Fouroukoula
			Nafoungolo	Logokourani Ziegnindougou
		Kong s/p Sikolo		
			Tchambetolo	Massabe- yirikoro
			Kafalo	Alidouô
		Ouangolo s/p Kaouara	Laleraba	Laleraba
		Recommandations/ Besoins exprimés	<p>A. COHÉSION SOCIALE :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Mettre en place des mécanismes de suivi et d'identification des populations venant du Burkina Faso du fait de la crise 2. Améliorer la couverture en infrastructures de sécurité 3. Plaidoyer pour que chaque groupe de communautés soit représenté dans les différents comités existants dans les villages 4. Plaidoyer et communication auprès des populations en vue du respect des conventions et lois du civisme et de la nécessité du respect des règles administratives 5. Organiser des campagnes d'échange et de dialogues avec les acteurs sociaux (leaders communautaires, guide religieux, personnel d'éducation, élèves...) sur la détection, la prévention et la lutte contre la sectorisation communautaire, l'extrémisme violent et le terrorisme 6. Organiser des sessions de renforcement de la confiance entre population et force de défense et de sécurité à travers les dialogues socio-sécuritaires 7. Intensifier l'organisation des dialogues intercommunautaires et des activités socioéconomiques de rapprochement communautaires dans la zone pour renforcer la cohabitation pacifique des communautés, 8. Mettre en place des cellules de veille et d'alerte de la cohésion sociale dans les localités et renforcer les capacités des membres 9. Développer une approche communautaire pour l'implication de la communauté peuhls dans les organisations communautaires existantes et venir 10. Adresser la problématique de la transhumance 11. Réaliser des AGR à impacts communautaires au profit des localités frontalières 12. Renforcer les capacités techniques et matériels des différents comités (CCM, CCE, Comité de paix/veille et de cohésion sociale) 	

13. Développer une synergie avec tous les projets intervenants sur les mêmes thématiques dans la zone afin d'éviter les doublons et promouvoir la complémentarité
14. Mobiliser des ressources additionnelles pour adresser les problématiques émergentes (migration des communautés Miangas du mali et des communautés burkinabé, revente des terres par les autochtones aux nouvelles communautés qui migrent dans la zone, orpaillage, les enlèvements avec demande de rançons, enlèvement des jeunes filles pour un mariage forcés, les enfants talibés etc...)

B. INFRASTRUCTURES ET SERVICES SOCIAUX DE BASE :

WASH

1. Laleraba :

- Réalisation de nouveau points d'eau
- Implémentation ATPC
- Mise à disposition seau avec robinet
- Réalisation de poste de lavage des mains à l'école
- Réalisation de poste de lavage des mains au centre de santé

2. D'une manière générale

- Réaliser des points d'eau pour améliorer l'accès à l'eau
- Implémenter l'ATPC dans les zones rurales
- Mise à disposition de seau avec robinet
- Construction de poste de lavage des mains à l'école
- Construction station de lavage des mains au centre de santé
- Mise en place de comite de gestion de points d'eau

PROTECTION

1. Mettre en place un mécanisme de lutte contre les excisions pratiquées sur les nouveaux nés
2. Mettre en place un mécanisme pour améliorer l'enregistrement des naissances
3. Appuyer l'IEP pour l'établissement des extraits de naissances des écoliers qui n'en ont pas
4. Mettre en place des programmes d'éducation parentale, pour prévenir les grossesses précoces et en milieu scolaire
5. Mettre en place un centre social à Ouangolo
6. Offrir du matériel roulant aux centres sociaux pour faciliter le déplacement dans les zones rurales
7. Créer des comités de protection enfants
8. Redynamiser le système de référencement des enfants victimes de violence
9. Renforcer les capacités des acteurs de protection des enfants
10. Susciter des réflexions pour résoudre le problème des enfants Talibés
11. Renforcer les capacités des femmes afin de les outiller à la lutte contre les violences faites aux enfants et à la déclaration des naissances
12. Mettre en place un mécanisme de lutte contre les grossesses précoces

ADOLESCENTS ET JEUNES

1. Renforcer les capacités des Adolescents et Jeunes sur leur participation communautaire
2. Assurer une participation effective des adolescents et des jeunes au sein des entités de gestion et de prise de décision
3. Mettre en place des programmes de développement de compétences de vie courante y compris pour la promotion de la paix et de la cohésion sociale
4. Mettre en place des programmes d'alphabétisation des jeunes et des femmes
5. Améliorer l'autonomisation économique et insertion socio-professionnelle des Adolescents et Jeunes
6. Assurer la prévention et la prise en charge des grossesses en milieu scolaire :
7. Plaidoyer pour la mise à disposition de la jeunesse de terres cultivables pour ceux qui veulent retourner à la terre
8. Faire l'aménagement de terrain sportif pour la jeunesse
9. Créer des couloirs de transhumance
10. Mettre en place des retenues d'eau pour l'abreuvement et le maraichage

C. TRANSVERSALES

- 1- Assurer une synergie avec les initiatives et programmes existants
- 2- Assurer l'inclusivité du projet : prise en compte des Peuhls dans la déclinaison des activités du projet
- 3- Assurer une synergie avec les initiatives et programmes existants (projets de résilience d'autres organisations tels que Equal Access International, etc)
- 4- Mettre en place des mécanismes de suivi et d'identification des populations venant du Burkina Faso du fait de la crise

LES PROBLEMATIQUES EMMERGENTES DANS LES DEUX REGIONS

- Migration des communautés Miangas du mali et des communautés burkinabé,
- Les conflits liés au découpage administratif,
- Revente des terres par les autochtones aux nouvelles communautés qui migrent dans la zone,
- Orpaillage,
- Les enlèvements avec demande de rançons,
- Enlèvement des jeunes filles pour un mariage forcés,
- Les enfants talibés etc...

IV. DILIGENCES DE LA MISSION

	ACTIVITES	RESPONSABLES	DELAI
1	Finaliser le plan de travail conjoint UNICEF-PNUD et le plan de suivi évaluation en fonction des résultats de la mission de cadrage	Équipe Technique UNICEF/PNUD	4 mars 2022
2	Discuter avec les équipes du Burkina pour la validation des villages miroirs et la préparation du lancement officiel du projet	Management UNICEF/PNUD	4 mars 2022
3	Finaliser les organes de coordination et actualiser les indicateurs du résultat 1 dans le document projet	Management UNICEF/PNUD	4 mars 2022
4	Préparer une restitution à la Commission Nationale des Frontières	Équipe de Coordination	Mars 2022
5	Préparer les termes de référence du lancement officiel du Projet qui aura lieu à Laleraba (Ouangolodougou) dans le mois d'Avril 2022	Équipe de coordination	Mars 2022
6	Débuter la mise en œuvre des activités pour respecter le délai de rapportage (premier deadline le 15 mai 2022)	Équipe Technique UNICEF/PNUD	Immédiatement
7	Impliquer les acteurs locaux et le corps préfectoral dans la coordination locale du Projet	Équipe de coordination	En cours